

UNION EUROPÉENNE

L'écart de PIB par habitant par rapport aux États-Unis reste très sensible, à cause de plus faibles niveaux de productivité et d'utilisation des ressources en main-d'œuvre.

Priorités

Alléger les charges réglementaires des entreprises

Enjeu et recommandations : pour éliminer les importants obstacles aux échanges intra-européens dans les services, il avait été recommandé d'instaurer des normes à l'échelle de l'Union lorsque la reconnaissance mutuelle se révèle difficile à mettre en œuvre.

Mesures prises : la directive sur les services est actuellement mise en œuvre et doit être transposée en droit national au plus tard à la fin de 2009. La Commission a proposé des améliorations pour l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux échanges de marchandises.

Intensifier la concurrence dans les industries de réseau

Enjeu et recommandations : pour intensifier la concurrence dans les industries de réseau, il avait été recommandé de créer un marché communautaire de l'énergie, de libéraliser les activités portuaires et les services postaux, d'améliorer les directives concernant les télécommunications et l'énergie, et de veiller à ce que le soutien des champions nationaux ne compromette pas la concurrence.

Mesures prises : la Commission a soumis des propositions en vue de séparer les activités de transport et de production d'énergie et d'intégrer les marchés européens de l'électricité en s'attaquant aux aspects transnationaux. Des procédures d'infraction ont été engagées en 2006 contre 20 pays pour inexécution de directives concernant la déréglementation des marchés de l'énergie. La déréglementation du marché de la lettre standard a été reportée à 2011.

Réduire le soutien à la production agricole

Enjeu et recommandations : pour atténuer les effets de distorsion de la Politique agricole commune (PAC), qui bloquent des ressources dans les activités à faible productivité, il avait été recommandé d'améliorer l'accès au marché pour les pays non membres de l'UE et de continuer à réduire les aides liées à la production.

Mesures prises : aucune mesure importante n'a été prise depuis les réformes de 2003 de la PAC. La Commission a proposé en 2007 de soumettre les légumes et les fruits frais au régime de paiement unique. Pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, le Conseil de l'UE a fixé un objectif de 10 % d'ici à 2020 pour la part des biocarburants dans la consommation totale de carburants destinés au transport, ce qui fera monter les prix des produits agricoles.

Accroître la mobilité des travailleurs dans l'Union européenne

Enjeu et recommandations : afin d'augmenter l'emploi et de mieux répartir les ressources en main-d'œuvre, il avait été recommandé d'accroître la mobilité des travailleurs en facilitant le transfert des droits à une retraite professionnelle et aux prestations sociales.

Mesures prises : la Commission doit examiner périodiquement les progrès accomplis par les États membres dans la transférabilité des retraites et elle a proposé de nouvelles exigences minimales pour l'acquisition et le maintien des droits à retraite. Le Plan d'actions pour la mobilité de l'emploi, annoncé en décembre 2007, prévoit tout un ensemble de nouvelles mesures destinées à accroître la mobilité des travailleurs, notamment en renforçant le Réseau européen des services de l'emploi (EURES)

Faire en sorte que les marchés de capitaux soient davantage intégrés

Enjeu et recommandations : pour intensifier la concurrence et accroître l'efficacité du secteur financier, il avait été recommandé d'appliquer pleinement le Plan d'action pour les services financiers et d'accélérer l'effort d'intégration des activités financières de détail, surtout dans le domaine du crédit hypothécaire.

Mesures prises : le Plan d'action pour les services financiers est aujourd'hui mis en œuvre en majeure partie. En décembre 2007, la Commission a proposé de nouvelles mesures visant à stimuler la concurrence et à élargir le choix des consommateurs pour les services financiers de détail. La directive relative aux services de paiement a été adoptée par le Parlement européen.